

<https://ricochets.cc/Chronique-du-systeme-policier-francais-racisme-falsification-preuves-teufeurs-mutilés-paysans-en-GAV-cachot-cause-farine-censure.html>



Chronique du système policier français : racisme, falsification, teufeurs mutilés, paysans en GAV, cachot pour farine, censure...

Publication date: mardi 22 juin 2021



- Les Articles -

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Le système policier exerce sa répression sur toutes les catégories sociales (les catégories populaires ou exilées étant toujours plus visées), même les paysans défendant pacifiquement leurs droits sont arrêtés et enfermés, tandis que des teufeurs à Redon sont attaqués par les flics à coup d'armes de guerre (un mutilé main arrachée) ou qu'une veillée funéraire à Saint-Denis est dispersée par des lacrymos...

Pendant ce temps les tyrans dansent au palais de l'Elysée entourés de leur cour, tout sourire, en piétinant nos corps et en nous crachant à la figure.

On sait bien où se trouvent les criminels, les casseurs et les terroristes : dans les hautes sphères de l'Etat et du monde économique.

En France le recul des libertés est tel qu'on subit des assauts policiers guerriers simplement pour s'exprimer ou danser librement. Pendant ce temps, le saccage de la planète et de ses habitants continue de plus belle, défendu par les mêmes flics aux ordres des mêmes sociopathes extrémistes.

Bientôt la nécessité d'une armure blindée et camouflée pour aller tracter furtivement dans la rue ?

En Drôme aussi le système policier se montre

- [Valence, 6 paysans de la Conf en garde à vue pour avoir manifesté !](#) - Macron gesticule sur la gastronomie, tandis que sa police arrête des défenseurs du vivant, de la bonne nourriture et des écosystèmes
- [Communiqué en soutien aux personnes arrêtées et gardées à vue à Valence le 8 juin 2021](#) - Communiqué CRS 26 - 09 juin 2021 - Contre la Répression et pour la Solidarité Drôme
- [Drôme : des paysans mis en cellule pour une simple banderole](#) - Témoignages Répression : « *Moi, petit blanc éduqué, j'ai découvert le monde des oubliés en passant une nuit en garde à vue* » - Alors qu'ils manifestaient dans la Drôme pour interpeller Emmanuel Macron et pour réclamer une autre politique agricole, trois agriculteurs ont été interpellés avant de passer une nuit en garde à vue. L'un d'eux raconte.



Chronique du système policier français : racisme, falsification, teufeurs mutilés, paysans en GAV, cachot pour de la farine, censure...

– UN RACISTE LUI FONCE DESSUS EN VOITURE POUR LE TUER : ADIL EST CONVOQUÉ EN JUSTICE POUR « DÉGRADATION DU VÉHICULE » !

L'événement résume à lui seul le processus de fascisation accéléré de la société française : attaque raciste,

impunité de l'extrême droite, silence médiatique, complicité policière et harcèlement judiciaire de la victime.

Le 21 avril dernier à Dole, dans l'Est de la France, Adil et sa femme remarquent un individu louche qui prend en photo leur maison et leurs enfants. Alors qu'il lui demande simplement ce qu'il fait, l'individu, un septuagénaire raciste, lui hurle plusieurs fois « bicot » et une menace de mort explicite « bicot, tu passes sous le capot ». Puis exécute immédiatement sa promesse, en démarrant sa voiture, et en fonçant sur Adil.

La clôture du jardin est défoncée, Adil est blessé, il écope de 30 jours d'ITT, mais a sauvé sa vie grâce à de bons réflexes. Et il a filmé toute la scène. Une tentative de meurtre raciste à la voiture bélier. Un acte gravissime qui est pourtant passé inaperçu dans les médias.

Plus inquiétant encore, l'agresseur raciste va sortir de garde à vue quelques heures seulement après. Tranquillement. Alors que le simple port d'une banderole ou d'un Gilet Jaune peut coûter, dans la France de Macron, deux jours en cellule.

Preuve de la complicité de la police : dans les procès verbaux, alors que toute la scène a été filmée et qu'on entend distinctement l'agresseur répéter des horreurs racistes, les agents ont « oublié » de les retranscrire, en prétendant qu'ils ne les ont « pas entendues » !

Comble de l'ignominie, si les policiers n'ont pas entendu le mot bicot, ils disent avoir parfaitement repéré le mot « facho » et « fils de p*** » dans la bouche de la victime. C'est ainsi que la victime d'une tentative d'homicide se retrouve poursuivie ! Le procureur de la République reproche à Adil ces insultes, ainsi que « des dégradations sur la Clio » qui lui a foncé dessus. La victime est convoquée pour « injures, violences et dégradation ». Son avocat, dénonce une procédure « déconcertante » ! Il passera devant le tribunal correctionnel de Dole le 22 juin prochain.

Du bas en haut de la chaîne judiciaire et policière, de l'agresseur raciste au procureur, c'est tout un pays qui sombre dans l'obscurité.

(post de Nantes Révoltée)



Chronique du système policier français : racisme, falsification, teufeurs mutilés, paysans en GAV, cachot pour de la farine, censure... Conformément à un de leur rôle de base, les flics attaquent les défenseurs des libertés

NANTES : L'EXTRÊME DROITE EN UNIFORME ATTAQUE LA « MARCHÉ DES LIBERTÉS »

- Démonstration fasciste : la marche nassée et empêchée juste après avoir démarré. Cas unique en France -

Il s'agissait d'une marche très consensuelle « pour les libertés et contre l'extrême droite ». Elle était programmée depuis un mois, à l'appel de dizaine de collectifs, partis et syndicats. Rien de très subversif et encore moins révolutionnaire. Pourtant, ce samedi, la marche a été littéralement attaquée par un dispositif policier délirant à Nantes. Une démonstration de force et de terreur.

Vers 11H30, un millier de personnes démarrent la manifestation depuis la Place du Cirque. La foule, hétérogène, est réunie pour protester contre le climat toxique qui s'installe durablement en France : attaques liberticides, explosion des racismes, violences policières. Il y a beaucoup de forces de l'ordre. Pourtant, le parcours déposé en préfecture est particulièrement court. L'ambiance est calme sous un soleil qui tape déjà fort. Une partie des manifestants s'engouffre dans les rues de Bouffay pour allonger un peu le trajet, mais des policiers cagoulés, très nombreux et braquant la foule au LBD empêchent toute sortie du dispositif.

Quelques dizaines de mètres plus loin, deux lignes d'hommes en armes fracturent le cortège et créent une nasse, en frappant les gens sur leur passage. Une vraie provocation, car non seulement le Conseil d'Etat vient de juger « illégales » les nasses, mais en plus, il ne se passait absolument rien. Et la manifestation, qui se trouvait sur le parcours déposé, avait démarré depuis 10 minutes seulement. Certains CRS cagoulés ont les yeux exorbités, matraques en l'air, et semblent jouir de la violence. L'un d'eux hurle à un manifestant « viens, viens ! » avant de charger. Un guet-apens. Un homme est frappé au sol.

La nasse finit par s'ouvrir, mais elle se referme à nouveau juste après, toujours sans raison. Un homme a le crâne en sang. D'autres sont blessés. Une banderole est arrachée violemment, et les femmes qui la tenaient sont brutalisées. Les CRS chargent sans raison. Tout le monde est stupéfait. Des syndicalistes disent « n'avoir jamais vu ça ». La manifestation aura parcouru quelques centaines de mètres avant d'être éclatée par la police. De fait, elle n'a pas eu lieu.

A la place d'une « marche des libertés », nous avons eu à Nantes une démonstration de force fasciste. Des militants d'extrême droite en uniforme, payés par l'Etat, se sont défoulés collectivement contre une marche matinale des plus calme. Le message est clair et cohérent avec l'ambiance qui règne : les forces armées de ce pays veulent anéantir ce qui reste de la population qui ne se soumet pas encore à l'extrême droite. Une pancarte rappelait très justement dans le cortège : "plus inquiétant que le bruit des bottes, le silence des pantoufles" ...

(post de Nantes Révoltée)

Q JUSTICE D'ANCIEN RÉGIME : UN ROYALISTE EMPRISONNÉ POUR CRIME DE LÈSE MAJESTÉ

► 4 mois de prison ferme pour avoir giflé le monarque, impunité pour les crimes policiers -

Mardi 8 juin, la joue du Président Macron entrait paresseusement en contact avec la main d'un quidam dans un village de la Drôme. Un déchaînement politico-médiatique était immédiatement organisé : l'intégralité de la classe dirigeante apportait son soutien au chef d'Etat, les chaînes de télévision transformaient l'événement en drame national. Un délire collectif visant à cacher le fait que, secrètement, la majorité de la population rêve d'en découdre avec les représentants du pouvoir. Cette indignation médiatique rappelait d'ailleurs celle qui avait suivi le chahut autour du convoi présidentiel au Puy-en-Velay, en décembre 2018, au début du mouvement des Gilets Jaunes.

Il s'avère rapidement que le gifleur est un individu d'extrême droite nostalgique de la monarchie. Arrêté, mis au

cachot pendant deux jours, il est jugé en comparution immédiate jeudi 10 juin. Il y a une part d'ironie dans ce triste spectacle : le royaliste va goûter à la justice d'Ancien Régime qu'il rêve de rétablir. Lors d'un procès grotesque, le procureur demande 18 mois de prison. Les juges suivent, et distribuent 14 mois de taule, dont quatre fermes. L'individu, sans casier judiciaire, dort en prison le soir même. Les magistrats rétablissent le crime de lèse majesté et décident de le mettre aux fers immédiatement. Le corps du roi est sacré pour la justice, il vaut plus que celui de la plèbe.

Ce sont deux mondes réactionnaires qui se sont fait face. La Justice d'Etat, qui protège les riches, les policiers, les élus mais qui frappe fort sur tout ce qui peut leur porter atteinte d'un côté. Et un militant royaliste de l'autre. Quoiqu'il en soit, le verdict est scandaleux. En France, on part en prison pour des mois pour avoir effleuré le Président, mais les policiers qui tuent, arrachent des mains ou crèvent des yeux sont médaillés. Et les politiciens corrompus obtiennent des peines avec sursis au bout de longues années de procédures.

Cette peine n'est pas pour autant exceptionnelle. Nous ne comptons plus les manifestants jetés en taule après des procès expéditifs pour de prétendues « violences » ou « outrages » sur des policiers ou des représentants du pouvoir. Sur de simples présomptions la plupart du temps. L'extrême droite, qui passe son temps à prétendre que la justice est « laxiste », découvre la réalité du système pénal : une justice forte avec les faibles, faible avec les forts, qui frappe très durement.

(post de Nantes Révoltée)

4 POUR EMPÊCHER UN HOMMAGE À STEVE, LA POLICE BOUCLE L'ÎLE DE NANTES

► **Le quai où le jeune nantais a trouvé la mort fermé pour trois jours -**

Le quai Wilson et le boulevard des Antilles sont fermés à la circulation depuis vendredi matin par un barrage policier. Le parking du Hangar à bananes est inaccessible. La ligne de bateaux Navibus est suspendue, et la ligne de busway interrompue. Des cars de CRS encerclent la fresque en hommage à Steve. La fermeture de ces grands axes entraîne des embouteillages et donne à l'île une allure de ville fantôme.

Bref, la préfecture a bouclé l'île de Nantes pour « éviter les regroupements ». C'est à dire que pour empêcher préventivement un hommage à un jeune nantais tué par une charge policière, les autorités déploient des dizaines de policiers.

L'endroit exact où Steve a été tué il y a deux ans est donc militarisé. Est-ce qu'on continue à garder la tête dans le sable ou on prend acte qu'une forme contemporaine de fascisme est déjà installée ?

(post de Nantes Révoltée)



Chronique du système policier français : racisme, falsification, teufeurs mutilés, paysans en GAV, cachot pour de la farine, censure... La police empêche un hommage à un jeune tué par la police à Nantes

« Interpellation violente d'un militant de Stop Carnet âgé d'une soixantaine d'années !

La terreur d'Etat monte en puissance au Pays de Retz

Un membre du Collectif Stop Carnet en garde à vue

I Nous nous sommes retrouvés ce dimanche 6 juin pour une manifestation joyeuse et pacifique autour de la commune de Frossay, pour exiger l'abandon définitif du projet destructeur au Carnet.

“ Un dispositif démesuré nous attendait sud Loire pour encadrer cette manifestation pourtant jugée "bon enfant" : la zone était quadrillée par les gendarmes de Vue à Saint Brevin..

Tout ça pour quelques 250 personnes qui défilaient paisiblement en chantant, dans la joie et la bonne humeur.

“ Alors que la manifestation se dispersait, dans le calme, et que les participants regagnaient leurs véhicules, cinq fourgons de gendarmerie mobile se sont déployés aux abords de la route, le long du parking.

Les manifestants n'osaient pas sortir en voiture de peur de se retrouver bloqués ou interpellés.

“ Un membre du collectif Stop Carnet s'est alors avancé pour s'assurer que tout le monde allait pouvoir quitter les lieux sans encombre. Les gendarmes lui ont affirmé que la voie était libre et lui ont garanti qu'ils n'allaient pas contrôler, interpellier ou bloquer les personnes présentes.

La voiture qui conduisait ce copain de Stop Carnet s'est alors engagée et s'est retrouvée immédiatement bloquée par une ligne de gendarmes qui ont immobilisé le véhicule.

Les gendarmes ont ouvert les portes et ont saisi violemment le camarade de Stop Carnet pour l'arracher de la voiture.

Ils l'ont plaqué brutalement au sol, lui ont passé les menottes, l'ont traîné sur plusieurs mètres pour le jeter à plat ventre dans une camionnette de gendarmerie, qui s'est empressée de déguerpir sur le champs, alors même qu'il n'était pas attaché ou même assis.

Mais qu'est ce qui justifie l'usage d'une telle violence ?
Qu'est ce qui justifie une interpellation si brutale et expéditive ?

! Le membre du collectif Stop Carnet est toujours en garde à vue à l'heure où nous écrivons ces lignes.
! Un médecin a attesté la présence de coups et de blessures sur le prévenu.
Nous dénonçons ce climat de terreur qui règne contre les lanceurs d'alerte et militantes écologistes au Pays de Retz depuis quelques années et qui ne fait que de simplifier.

Plus d'info à retrouver bientôt !

! On vous donne RDV demain à 10h devant le commissariat de Pornic pour soutenir le camarade inculpé !

Merci par avance pour votre soutien et votre solidarité d
Nous sommes la Loire qui se défend

Le caractère structurel de la violence et du racisme de la police

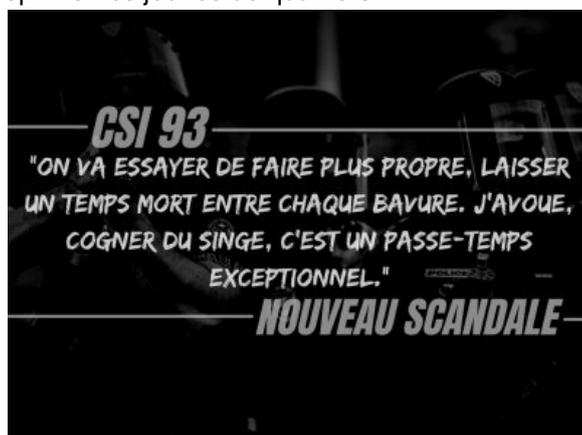
► [« J'adore cogner du singe » : Les policiers de la CSI93 se trahissent dans un enregistrement](#)

« Moi le premier je reconnais, cogner du singe, j'adore ça. [...] Mais si on peut essayer de créer un temps mort entre chaque bavure, ce serait bien ». Dans une enquête révélée par Libération, après avoir tabassé Mohamed S, les écoutes de quatre policiers de la CSI93 démontrent une nouvelle fois le caractère structurel de la violence et du racisme de la police.

(...)

Jusqu'à l'écoute de ses enregistrements, les policiers n'avaient jamais été inquiétés par leur direction et l'institution policière qui couvre, voire cautionne ce genre de scandale. Même le préfet de Paris, Didier Lallement, avait annoncé dans un coup de com' vouloir dissoudre la CSI93, avant de faire marche arrière. Finalement, les policiers ont été condamnés à quatre mois de prison avec sursis pour deux d'entre eux et à douze mois de prison avec sursis et cinq ans d'interdiction d'être policier pour les deux autres.

De bien faibles peines face à la gravité des actes, face à une police raciste et violente de manière structurelle qui se couvre perpétuellement et fait de la répression son credo intemporel. Face à cette situation, il est nécessaire de revendiquer la mise en place de commissions d'enquête indépendantes de l'État et le retrait immédiat de toutes les forces de police mobilisées pour réprimer les jeunes de quartiers !



Chronique du système policier français : racisme, falsification de preuves, teufeurs mutilés, paysans en

GAV, cachot pour de la farine, censure... Racisme ordinaire dans la police

4 VIOLENCE POLICIÈRE : NOUVELLE AFFAIRE POUR LA COMPAGNIE DE SÉCURISATION ET D'INTERVENTION DE SEINE SAINT-DENIS

► Racisme abject, violences ignobles, la CSI 93 au coeur d'un nouveau scandale -

La compagnie de sécurisation et d'intervention de la Seine Saint Denis est connue pour être l'une des brigades les plus violentes de région parisienne. Véritable escadron raciste, cette brigade qui se la joue chemise brune et à la logique mafieuse est incriminée dans une vingtaine d'affaires judiciaires : violences, rackets, propos injurieux, faux en écriture publique, procédures montées ou maquillées, confiscations de produits stupéfiants pour un usage personnel et interpellations abusives sont devenus le pain quotidien de cette milice policière en roue libre. Un article de Libération revient sur un énième scandale.

ï Hier, quatre policiers de la CSI 93 passaient en jugement au tribunal de Bobigny pour violence et faux en écritures datant de Janvier 2020. Fait rarissime, l'IGPN qui passe son temps à blanchir les policiers criminels avait placé sous surveillance le vestiaire de la compagnie d'intervention pour une autre affaire depuis Mai 2019.

ï le 23 janvier 2020, lors d'un contrôle d'identité, un des flics de la CSI, Romuald S., passe à tabac un homme dans un hall d'immeuble au Blanc-Menil. Les policiers laissent Mohamed S. sur le carreau, l'arcade sourcilière explosée.

ï Lors du retour dans le véhicule, le policier se vante de ses méfaits à ses collègues. Le chef de brigade, Remy V. demande immédiatement au conducteur Loïc D. de faire demi-tour. Les flics retournent dans les hall et interpellent le jeune homme gisant au sol pour "refus d'obtempérer".

ï Lors de l'audience, des extraits d'enregistrement sont diffusés. À la suite de l'intervention, de retour dans les locaux du commissariat, on peut entendre le chef de Brigade : « J'entends les deux pantins derrière dire "regarde, j'en ai cassé ma coque". Il me dit qu'il a l'arcade cassée. Je regarde Loïc et je lui dis "demi-tour". En soit, ça me dérangeait pas plus que ça, mais quand il me dit qu'il a cassé son gant, je lui dis "attends gros, il faut taper fort quand même" ». Il conseille même ses collègues sur la marche à suivre en cas de violence : « Si t'as ramené, ça sous entend que t'as rien à te reprocher. Si on le ramène pas, la justice se dit qu'on a quelque chose à se reprocher. Il faut toujours ramener. À partir du moment où le mec tu l'as mis un peu en biais, il faut le ramener ».

ï Un faux procès-verbal est rédigé. Inversion des rôles. L'homme brutalisé et violenté devient le coupable. Le policier violent, lui, indique avoir été pris à parti et s'être débattu avant que Mohamed heurte par accident les boîtes à lettres. Une stratégie banale pour maquiller les pires exactions policières.

ï Des écoutes accablantes : le 17 Avril, une nouvelle conversation est captée entre Remy V. et le major de la compagnie. "On va essayer de faire plus propre, laisser un temps mort entre chaque bavure. J'avoue, cogner du singe, c'est un passe-temps exceptionnel. Là, on est confronté à une addition de faits". Un racisme nauséabond décomplexé et des violences totalement assumées auprès de la hiérarchie policière, complice.

ï L'unité de police est empêtrée dans de multiples scandales. Le préfet de police de Paris Didier Lallement avait promis en juillet dernier la dissolution totale de cette unité radicalisée avant de se rétracter. Aujourd'hui, les flics sont toujours en service et l'agresseur de Mohamed, Romuald S. officie encore au sein de la Compagnie d'intervention.

ï Au terme du jugement, les policiers seront condamnés à des peines d'une clémence injustifiée - de 4 mois à un an de prison avec sursis - au vu de la gravité de faits qui auraient pu envoyer Mohamed en prison.

Entendrons nous les syndicats de police et l'extrême-droite crier au laxisme de la justice dans cette affaire ?

(post de Nantes Révoltée)

UN POLICIER FRAPPE UN ADOLESCENT HANDICAP

É. FALSIFIE LE PROCÈS VERBAL ET ACCUSE LE LYCÉEN DE VIOLENCES

- Une vidéo accablante a conduit le policier en procès. Il risque de la prison « avec sursis » -

¡ On vous parlait hier de ces compagnies de sécurisation et d'intervention créées en 2003 par Nicolas Sarkozy afin de suppléer la sale besogne des Brigades Anti-Criminalité pour maintenir l'ordre colonial dans les quartiers populaires. De ces brutes racistes de la CSI 93 qui tabassent des gens avant de monter de toutes pièces des procédures à l'encontre de leurs victimes. Le quotidien le Progrès publiait hier un nouvel exemple sordide de falsification policière dans le département de Seine Saint-Denis.

¡ Le 9 septembre 2016, trois flics contrôlent plusieurs adolescents aux abords d'un lycée de la commune des Lilas, près de Paris. L'un des lycéens contrôlés est infirme à 80% depuis un grave accident. Il ne peut se déplacer qu'à l'aide de béquilles et ne peut rester debout sans soutien. Quand le flic enragé s'approche, le jeune essaye de rassurer ses amis : "Mon camarade était en train de trembler. Du coup, je rigolais, je voulais le calmer. Je lui disais que ça allait bien se passer, qu'on n'avait rien à se reprocher." Le policier l'invective, "Ferme ta gueule" avant de lui asséner deux coups au visage. L'adolescent handicapé s'effondre. Pour dissimuler les violences, les policiers menottent et embarquent le lycéen au commissariat.

¡ **Le flic tabasseur d'enfant porte plainte contre le jeune pour "violences volontaires sur personne dépositaire de l'autorité publique, indiquant avoir été poussé en arrière et s'être débattu en vain avant de donner les coups de poing." Encore une fois, la police falsifie le réel. La victime devient le bourreau. Des pratiques de falsification qui caractérisent le caractère systémique des mensonges policiers. Faux procès verbaux et fausses accusations pour maquiller leurs comportements criminels. Le jeune handicapé échappera de justesse au jugement grâce à une vidéo tournée par l'un de ses camarades de lycée. Elle contredit la version policière et incrimine l'agent. Le policier jugé lui, risque une maigre peine de sursis.**

Dans ce régime de l'inversion permanente, où la police a les pleins pouvoirs pour sans cesse créer et imposer son récit, la nécessité de filmer la police est vitale.

(post de Nantes Révoltée)

ÑLA BATAILLE DE REDONÑ

► Un gendarme nous a contactés pour nous fournir les chiffres qui confirment la terreur de ce weekend - Trois jours ont passé mais la colère et la sidération sont toujours bien présentes face à ce qui s'est joué ce week-end à Redon. Bien sûr, ce n'est pas la première fois que l'État réprime un événement culturel. Ce n'est pas la première main arrachée. Mais on ne s'habitue pas à la terreur d'État. D'autant plus que celle de Redon a assumé totalement son sadisme : réprimer un rassemblement musical en l'honneur de Steve, tué deux ans plus tôt par l'intervention de la police lors de la fête de la musique.

Les photos et vidéos montrent la violence de la répression. Une violence que les chiffres que nous avons reçu confirment : 1422 lacrymo, 48 tirs de LBD (dont un a touché le journaliste Clément Lanot) et 29 grenades de désencerclement GENL (dont une a arraché une main d'un jeune homme). Tout cela en moins de 24h. Ces chiffres ne sont pas ceux d'un maintien de l'ordre mais bien d'une guerre. Une guerre contre la jeunesse, contre la vie, contre la culture libre.

Ces chiffres, nous les avons récupéré par un gendarme, totalement choqué par l'intervention de ses collègues à Redon. Il nous a contactés pour nous demander de publier ces infos. Il est allé voir les messages liés à cette intervention et a trouvé celui que nous vous fournissons en screen et qui fait état de ce bilan des munitions utilisées.

Bilan qui confirme le ressenti des personnes présentes qui ont vécu plusieurs heures sous les lacrymos et les grenades/LBD, dans une ambiance de guerre.

Il ne s'agissait pas de maintenir l'ordre mais bien de briser des vies, physiquement et moralement. Tout autant que ces gendarmes ont brisé le matériel de son des organisateurs. Détruire, terroriser, mutiler.

Il faudra en tirer les conséquences et construire nos futures mobilisations (sociales et/ou culturelles) à la lecture de cette réalité. Celle d'un pays autoritaire qui réprime la culture, la jeunesse et la vie.

(post et visuel de Cerveaux non disponibles)

Divers

- [Redon : une grenade policière arrache la main d'un jeune qui voulait danser](#) - Sous l'Etat français, même la fête ne doit pas être libre, la vie doit être gérée technocratiquement et militairement
- [Un commissaire détourne de l'argent, Darmanin détourne le regard](#) - Un commissaire général, sévèrement épinglé par l'IGPN pour avoir détourné de l'argent du ministère, est passé en conseil de discipline il y a huit mois. La mise à la retraite d'office a été votée mais Gérard Darmanin n'a toujours pas signé le décret. Et le fonctionnaire continue de toucher un confortable salaire, à ne rien faire chez lui. La justice a ouvert une enquête préliminaire.
- [Le recul de la démocratie en France est une menace pour la liberté dans le monde](#) - Nous exhortons le président Macron et son gouvernement à abandonner les lois "sécurité globale" et "séparatisme", des dérives autoritaires qui portent atteinte aux droits fondamentaux que la France prétend incarner.
- **Le Conseil d'État vient de juger illégale la technique des "nasses" lors des manifestations. Cela était pourtant devenue la norme en France depuis plusieurs années.** A voir si cela suffit pour dissuader le préfet de continuer cette pratique.
Le Conseil d'État a également annulé trois autres points du schéma du maintien de l'ordre, tous concernant les journalistes en manifestation. (post de Cerveaux non disponibles)
- [Gironde : condamné à 5 jours de cellule disciplinaire parce qu'il ne voulait pas dormir par terre en prison](#)
- [De Erdogan à Macron : L'Internationale Terroriste](#) - Depuis plus de 24 semaines maintenant, 7 enfants, frangin.es, ami.es et camarades arrachés.es à leurs proches, sont inculpés.es pour « association de malfaiteurs terroristes » (AMT). Trois d'entre eux sont encore emprisonnés.es sous régime « terro » (Détenus Particulièrement Signalés), et un à l'isolement. La Police les soupçonne d'avoir eu l'intention de planifier des « actions violentes » contre la Police. La boucle s'est bouclée sur les Inculpés.es du 8/12.
Les Forces de quel Ordre ?
En quelques mois, nous avons vu l'État passer des lois sécuritaires et islamophobes au nom de la République, imposer un contrôle policier général au nom de la santé de la Nation, hurler contre l'islamogauchisme et emprisonner nos ami.es au nom de l'Antiterrorisme. Nous voyons aussi les avant-gardes néo-fascistes multiplier les attaques (Action Française, Loups Gris, Génération Identitaire, membres de la Police Nationale, anciens-militaires, etc.) contre des manifestations, des mosquées, des squats, des exilés, des universitaires, des librairies... (...)
- [Contre le projet de réforme sécuritaire de la justice](#) - Communiqué du Genepi : En avril dernier, le ministre de la justice Éric Dupond-Moretti a présenté un projet de loi « pour la confiance dans l'institution judiciaire » concernant la justice et la prison, qui a été accepté en première lecture par l'Assemblée nationale le 25 mai dernier.
- Dispositif policier hallucinant hier soir sur les Champs Élysées pour empêcher les supporters de fêter la victoire de l'équipe de France.... ([post et vidéo sur Cerveaux non disponibles](#))
- [Bac 2021 : l'incroyable sujet de propagande gouvernementale donné en économie](#) - Tamponné par Jean-Michel Blanquer en personne ? Le sujet d'économie donné au bac 2021 a fait bondir plus d'un économiste ces derniers jours. Faisant fi des débats dans le champ économique, le sujet donné aux candidats libres en Sciences Économiques et Sociales (SES) ressemble en effet (très) fortement à une propagande

gouvernementale en marche. Le voici : « À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que des politiques de flexibilisation du marché du travail permettent de lutter contre le chômage structurel. »

- [« Avant même d'être jugé, je devrais cesser d'exister* »](#) - Alors que cela fait maintenant plus de 6 mois que 7 de nos camarades sont toujours poursuivis et mis en examen pour « association de malfaiteurs terroristes » suite aux arrestations du 8/12, c'est avec horreur que nous venons d'apprendre le renouvellement du maintien à l'isolement de l'un d'entre eux !
- [En Loire-Atlantique, la répression continue contre les militants écologistes](#) - Dans le Pays-de-Retz en Loire-Atlantique, les mouvements écologistes se heurtent à la répression étatique. Les opposants au surf park à Saint-Père-en-Retz (depuis abandonné) ou au projet du Carnet, sans cesse surveillés voire interpellés, sont « atterrés par la criminalisation des militants qui défendent le vivant ».

La justice est au service de la police

- ▶ [La justice est au service de la police](#) - Le 19 mai dernier devant l'Assemblée nationale, une occultation insupportable des pratiques policières et des rendus de justice s'est étalée sans vergogne : les violences des unes légalisées par la complicité des autres.

Le 19 mai, la flicaille était regroupée devant l'Assemblée nationale. Perchée bien haut sur un échafaudage monté pour l'occasion, toute la bureaucratie syndicale des rois de la matraque a réussi à rassembler à ses pieds quelques milliers de manifestants, des fachos notoires, des rouges du PC, des roses du PS et quelques verts kakis d'EELV. La caste politique au grand complet ou presque - élections obligent - avec chassepot sur le casque : le ministre de l'intérieur, un peu sifflé certes, venu manifester contre lui-même puisque les bleus étaient venus là pour édicter leurs lois : plus de peines (des peines plancher...), plus de sécurité.

Allons-nous être gouvernés par des mouchards et des gendarmes ?

L'Ordre inégalitaire multiplie ainsi les diversions, sature les médias, réduit les sujets qui fâchent à un seul - le sécuritaire quand ce n'est pas le sanitaire -, pour faire oublier tous les autres et notamment ses propres violences : capitalistes, racistes, sexistes et policières.

Depuis ce 19 mai, il y a surtout un déni, une occultation insupportable des pratiques policières et des rendus de justice : les violences des uns légalisées par la complicité des autres. C'est une constante tellement constante.

(...)

La charge des syndicalistes contre la justice est une diversion pour garder la main sur les adhérents, maintenir la pression sur le ministère de l'intérieur, préserver la co-gestion, mais l'essentiel n'est pas là. Les pratiques de la police ont été dévoilées par les luttes des familles victimes de ces violences ; son racisme est aujourd'hui dénoncé ; son fascisme révélé ; son essence même décryptée : maintenir l'ordre d'une société de plus en plus inégalitaire et colonialiste. Les politiques savent qu'ils ne peuvent survivre sans elle.

Mais plus personne n'est dupe.

(...)

« PAYS DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION FASCISTE »

Hier lundi 7 juin, une vidéo mise en ligne sur youtube par deux militants d'extrême droite armés de fusils, montrait l'exécution d'un « fils de pute de gauchiste » à balles réelles. Après cette démonstration armée, les deux youtubeurs, devant un mur rempli d'armes à feu, expliquaient comment se procurer facilement un fusil pour « faire respecter ses idées » et « tirer sur des sangliers » qui pullulent en ville. Comprendre, des opposants.

; La vidéo a provoqué l'indignation à gauche. Cela fait pourtant des années que ce youtubeurs, avec d'autres, appellent ouvertement à la guerre civile et à l'extermination des opposants politiques. Le tout avec un ton jovial et sarcastique. Ici, ce youtubeur arborait un insigne de la Phalange espagnole, la structure politique du Régime de Franco, qui a tué des centaines de milliers de Républicains. La glorification des dictatures les plus dures est monnaie courante dans ces vidéos, la préparation à la guerre civile est une constante, le tout regardé par des centaines de milliers de personnes.

; Nous n'appellerons pas à la suppression de la vidéo, ou la justice à « punir » ces youtubers. Il est temps de prendre acte que l'extrême droite avance désormais à visage découvert, et que les autorités la protègent systématiquement. Se plaindre auprès de l'ennemi n'y change rien. Ainsi, le problème n'est pas tant que deux militants d'extrême droite mettent en scène l'exécution d'un « gauchiste » à coup de fusil en arborant un symbole fasciste. Ni même que ces vidéos hébergées sur youtube appellent à acquérir des armes pour se « faire respecter ». Ni même encore que ce youtubeur ait des relais jusque sur les chaînes de télé mainstream, comme Cnews.

; Le vrai problème c'est que dans le même temps, déployer une banderole contre Macron ou organiser un jeu de piste sur le président expose à de la garde à vue. Que rendre les coups à un néo-nazi peut vous envoyer en prison. Que manifester pour la justice sociale c'est prendre le risque de perdre un oeil ou d'être enfermé. Que soutenir le Rojava ou d'autres luttes internationales peut valoir d'être poursuivi pour « terrorisme ». Le problème, c'est qu'à mesure que les fascistes gagnent en puissance d'agir et de parler, notre camp est écrasé par la répression. Si des révolutionnaires exprimaient le centième de ce que les néo-nazis se permettent désormais sur internet et dans les médias, il seraient immédiatement diabolisés et réprimés. Si les fascistes ne se cachent, c'est qu'ils se savent être des supplétifs d'Etat.

Organisons nous.

(post de Nantes Révoltée)

UN FÊTE DE LA MUSIQUE : LE GOUVERNEMENT INTERDIT LA FÊTE ET LA MUSIQUE

- Un nouveau 21 juin sans musique ? Les autorités veulent-elles de nouveaux drames ?

Il y a un mois, la ministre de la culture Roselyne Bachelot annonçait que « la fête de la musique aurait bien lieu » et ce « sans pass sanitaire ». Après une interdiction de l'édition de l'an dernier, parfois à coups de grenades lacrymogènes, comme à Nantes ou Paris, et 7 mois de fermeture des lieux de sociabilité, cette date était attendue avec impatience par les professionnels des bars et restaurants ainsi que ceux du spectacle.

Le protocole sanitaire vient de sortir sur le site du Ministère de la Culture, et nous apprenons finalement que « les concerts impromptus des musiciens, notamment amateurs sur la voie publique ne seront pas autorisés », de même que « les concerts dans les bars et les restaurants ». Pas de concerts festifs, ni en intérieur ni en extérieur. Les manifestations musicales autorisées par les autorités devront avoir lieu devant un public assis et le pass sanitaire sera par ailleurs obligatoire pour tous les événements accueillant plus de 1000 personnes. Le document assène « qu'aucune dérogation ou tolérance n'est prévue le soir de la Fête de la musique » et que les regroupements seront interdits au dessus de 10 personnes.

En bref, une fête de la musique sans musique et sans fête, quadrillée par les forces de l'ordre. Pour couronner le tout, le ministère annonce que le couvre-feu sera bien maintenu à 23H.

Deux ans après l'intervention policière qui a coûté la vie à Steve dans le seul but de mettre fin à la fête à Nantes, les autorités sont donc prêtes à répéter ce genre d'intervention à grande échelle, dans toute la France. Restent plusieurs inconnues. La population acceptera-t-elle ces mesures ? Les forces de l'ordre auront-elles carte blanche ? Y aura-t-il assez de policiers pour empêcher la fête de la musique dans toutes les villes du pays ?

Des voix s'élèvent cependant pour que la fête de la musique 2021 ne soit pas une éternelle répétition de ces derniers mois, entre répression policière et injonctions à la distanciation sociale et au chacun chez soi. A Nantes, un collectif appelle à se rassembler à 20h30 Place du Bouffay pour une fête libre : « Nos oreilles, nos voix, nos corps sont à l'arrêt depuis tout ce temps. Parce que nous sommes excédés de voir sacrifier notre vie sur l'autel d'un discours sécuritaire hystérique et contradictoire, il est plus important que jamais de se rassembler dans la rue pour une vraie fête de la musique. » Une invitation qui résonne bien au delà des rives de la Loire.

(post de Nantes Révoltée)



Chronique du système policier français : racisme, falsification, teufeurs mutilés, paysans en GAV, cachot pour de la farine, censure... Dispositif militaire lourd pour mener une guerre brutale contre de simples teufeurs - Machine de mort contre la vie et la jeunesse

! TÊTE À CLAQUE 1ER : ACCÉLÉRATEUR DE FASCISME

- Plus il reçoit de baffes par l'extrême droite, plus il applique ses idées -

¡ Macron vient d'annoncer dans les médias qu'il voulait un « tour de vis » sur les expulsions. Comprendre, encore plus d'exilés dans des charters, encore plus de contrôles, encore plus d'enfermement en Centre de Retention ... Une politique inhumaine qui n'a jamais cessé de se durcir depuis Nicolas Sarkozy.

¡ Alors que les agressions d'extrême droite se multiplient, que des youtubeurs néo-fascistes appellent à s'armer pour tuer du « gauchiste », que les médias sont imprégnés par l'idéologie réactionnaire, Macron choisit donc la fuite en avant. Toujours plus à droite. Alors même qu'il vient d'être giflé par un militant d'extrême droite !

¡ Apparemment, plus le président reçoit des coups par l'extrême droite, plus il applique ses idées. Faut-il regretter qu'il n'ait pas (encore) été giflé par un militant de gauche ? Au moins on aurait peut-être une augmentation des

salaires, un meilleur partage des richesses, de meilleures retraites et des moyens pour les services publics.

(post de Nantes Révoltée)

4 PAYSAN INTERPELLÉ VIOLEMMENT AU CARNET : 10 JOURS D'ITT

- Accusé de « menaces » imaginaires, il porte plainte contre les gendarmes -

Alors que la manifestation pour un Carnet libre et sauvage, dans le bourg de Frossay, a rassemblé quelques centaines de personnes sur un mode de balade naturaliste, les gendarmes, en surnombre et surarmés, ont décidé de passer à la violence sans le moindre signe avant-coureur. Ils ont violemment interpellé Hubert Morice, paysan participant à la lutte pour le Carnet. Tiré avec force de son véhicule, sa tête a tapé par terre. Il a perdu connaissance. Il s'est fait jeter dans le camion de gendarmes, frappé aux fesses alors qu'il était blessé au coccyx, et sa tête a encore heurté la porte du véhicule. Souffrant de nombreux hématomes, il s'est vu prescrire 10 jours d'ITT. Ne ratant manifestement pas une occasion de se sentir puissant en faisant peur et en étant désagréable, les gendarmes ont même été virulents avec l'avocate du gardé à vue.

Il a été auditionné 7 fois. Le motif de ce harcèlement ? « menaces de crime ou délit sur personnes dépositaire de l'autorité publique ». On lui reproche d'avoir dit « on va se taper du RT » (renseignements territoriaux), ce qu'il réfute totalement...puisqu'il ne savait pas que les mecs qui le suivaient et le regardaient d'un air menaçant étaient des flics. Il pensait plutôt à des types d'extrême droite, ayant déjà été menacé par des milices fascistes liées à la FNSEA. Par ailleurs, considérer que de tels propos relèvent de la menace de crime ou délit est pour le moins exagéré. A ce rythme-là, la moindre parole constitue une infraction. Le « ou alors ça va pêter » va devenir une menace pour la sécurité de la nation. Enfin, Hubert est régulièrement harcelé par les gendarmes, qui passent devant chez lui, lui infligent une amende pour non port du masque alors qu'il marche sur la route devant chez lui... Dans ce contexte, l'accuser de menace est un retournement de situation pour le moins absurde. Ce harcèlement fait partie de la stratégie des forces de répression pour briser des vies, pour isoler, pour faire peur, et dissuader de s'engager dans les luttes. Face à cette stratégie de la terreur, nous devons opposer une solidarité sans faille et une détermination à retourner sans cesse dans la rue.

(post de Nantes Révoltée)

5 "SCHEMA DU MAINTIEN DE L'ORDRE" : LE CONSEIL D'ETAT BLOQUE PLUSIEURS MESURES AUTORITAIRES

► **Les nasses sont jugées illégales, mais d'autres mesures préoccupantes sont validées. Analyse -**

En septembre 2020, le gouvernement dévoilait un nouveau « schéma national du maintien de l'ordre ». Ce document devait être « l'aboutissement d'une réflexion lancée à la suite de centaines de plaintes pour violences policières ». En réalité, le rapport confirmait et accélérât la fuite en avant de l'Etat français pour mieux réprimer les contestations, en renforçant l'arsenal et en généralisant des pratiques autoritaires. Hier, le Conseil d'État a État décidait d'annuler 4 points importants de ce schéma du maintien de l'ordre :

; Les nasses, c'est à dire l'encerclement par la police des manifestants pour les empêcher de se déplacer et les réprimer sur place. Cela veut dire que les innombrables nasses effectuées à Nantes, encore récemment lors des

mobilisations contre la « loi de sécurité globale » ou contre les lycéens sont considérées comme illégales.

▫ « L'éloignement » des journalistes lors des opérations de maintien de l'ordre. En écho à la « Loi de sécurité globale », le gouvernement voulait éloigner les preneurs d'images et les témoins médiatiques d'assister aux violences policières. Le Conseil d'Etat s'y oppose.

▫ L'accréditation des journalistes pour pouvoir couvrir les manifs. Une mesure digne de Régimes dictatoriaux. Les protections en manifs pour les journalistes étaient aussi frappées d'interdiction. Deux mesures bloquées également.

▫ Il y a un mois, le Conseil d'Etat avait déjà jugé illégale l'utilisation de drones pour surveiller la population depuis la pandémie.

Ces décisions sont une gifle institutionnelle pour le gouvernement. Même les plus hautes institutions s'alarment de l'accélération autoritaire de la Macronie. Mais cela reste des décisions purement symboliques. Puisque la police n'est jamais condamnée, il est très peu probable que les nasses ou l'usage de drones s'arrêtent à la demande du Conseil d'État. Les faits le démontrent chaque jour, c'est la police qui détient le pouvoir réel.

Enfin, le Conseil d'État a laissé en l'état d'autres mesures du Schéma de maintien de l'ordre tout aussi inquiétantes.

▫ A l'époque, le rapport annonçait que « les moyens spéciaux de type engins lanceurs d'eau ou véhicules blindés méritent d'être renforcés ». Il reconnaissait néanmoins le danger des grenades GLI F4 et GMD, mais envisageait « des moyens innovants [...] étudiés et mis en oeuvre ». Autrement dit, plutôt que d'abandonner ces grenades, elles seront remplacées par d'autres munitions du même type. En ce qui concerne les tirs de balles en caoutchouc, le rapport annonce que les tireurs de LBD auront « des superviseurs sauf en cas de légitime défense ». Mais officiellement, le LBD doit déjà être utilisé seulement et uniquement en cas de légitime défense. Cette annonce révèle donc que les policiers tirent régulièrement sans être menacés.

▫ Le rapport annonçait la mise en place « d'un référent chargé de l'appui aux victimes, qui n'ont pas pris part aux affrontements avec les forces de l'ordre et cherchent à obtenir réparation pour les dommages subis ». Derrière cette fausse concession, un aveu gravissime : le gouvernement avouait qu'il compte faire d'autres blessés graves, et même des blessés qui ne participent pas aux manifestations. Il n'a donc pas d'intention d'empêcher ces drames, mais simplement de « créer des référents », probablement pour dédommager ces victimes avant qu'elles ne sollicitent la justice.

▫ Il prévoyait aussi la généralisation de la police politique, avec d'avantage de moyens : « les services de renseignement jouent un rôle primordial dans le dispositif de gestion de l'ordre public », ils permettent « l'amélioration de l'anticipation et du suivi des mouvements de contestation ».

▫ Pour finir, ce schéma de maintien de l'ordre annonçait l'envoi, au contact des manifestants, d'unités qui peuvent « combiner résistance au choc et manoeuvres en mobilité ». Il propose l'engagement « des Sections de protection et d'intervention 4e génération (SPI4G - CRS) et les pelotons d'intervention (EGM) » pour « procéder à des interpellations ». Petit problème : la SPI4G est une section spéciale, militarisée, intégrée aux CRS et créée après les attentats pour « intervenir sur des risques de tuerie de masse ». Le gouvernement assume donc d'envoyer la police antiterroriste pour mater les opposants. Le rapport ajoutait l'usage du « dispositif SARISE, le « système autonome de retransmission d'images pour la sécurisation d'événements », des moyens de surveillance de pointe, eux aussi créés contre la menace terroriste.

Tous ces points, extrêmement préoccupants, n'ont pas été bloqués par le Conseil d'Etat.

(post de Nantes Révoltée)

Ñ LA RÉPUBLIQUE INVALIDE SA JEUNESSE Ñ

Triste image d'une nouvelle soirée où la police évacue à coup de lacrymo et de charges des jeunes rassemblés en extérieur, aux Invalides.

Au même moment, quelques kilomètres à côté, la bourgeoisie avait droit à une dérogation de couvre feu pour

continuer à regarder les matchs de Roland Garros... Le public a même chanté "Merci Macron" puis la Marseillaise.
Triste pays...

([post et Vidéo sur Cerveaux non disponibles](#))

ŹAU CACHOT POUR DE LA FARINE

La personne soupçonnée d'avoir "enfariné" l'amateur de homard François De Rugy, c'est à dire d'avoir légèrement sali son costume, est toujours en garde à vue.

Les fascistes armés qui appellent publiquement à s'équiper pour tuer du gauchiste, les néo-nazis violents ou le militant d'extrême droite qui a enfariné Mélenchon, eux, ne sont pas inquiétés le moins du monde. Les politiciens corrompus aussi. Tout va bien.

(post de Nantes Révoltée)

Du tennis à Roland Garros, mais pas de fête dans la rue

On se souviendra longtemps de ce pouvoir qui décide d'instaurer la terreur sur une jeunesse qui ose vivre et s'amuser. Le pire c'est que les premières charges et gaz sont intervenus à 22h30....donc avant même le couvre feu.

(post de Cerveaux non disponibles)

La police attaque aussi une veillée funéraire

4 Le 4 juin à Saint-Denis la police a attaqué une veillée funéraire en mémoire d'Yanis, un jeune de 20 ans, noyant sous les gaz des familles entières avec des personnes âgées et des enfants en bas âge. Une femme enceinte a même dû être hospitalisée !

Comble de l'infâme, Yanis est mort après avoir passé 49 jours dans le coma suite à un accident survenu le 14 avril, au cours d'une poursuite avec la police.

► Article de Mediapart :

<https://www.mediapart.fr/journal/france/140621/la-plaine-saint-denis-des-policiers-lancent-des-grenades-lacrymogenes-sur-des-familles-lors-d-une-veillee>

► Pétition et collecte de soutien : <https://www.change.org/p/valerine-pasa-justice-yanis>

(post de Cerveaux non disponibles)

1/2 LE FOOTBALL GENOU À TERRE FACE A L'EXTRÊME DROITE ?

► **Climat toxique : même un geste symbolique et dépolitisé de la part de footballeurs est annulé par les racistes -**

C'est la polémique, sinistre et indigne du moment. Alors que débute le Championnat d'Europe de football, les joueurs de l'équipe de France avaient prévu de poser « un genou à terre », pour leur premier match, pour soutenir « les victimes de violences racistes » et contre les discriminations. Rien d'extraordinaire. Très consensuel même.

D'ailleurs, le 2 juin dernier, au Stade de France, les joueurs français avaient déjà posé un genou à terre avant la rencontre amicale face au pays de Galles. L'équipe d'Angleterre le fait aussi, ainsi que les clubs anglais. Ce geste symbolique est également monnaie courante aux USA, dans de nombreux championnats.

C'était sans compter sur le climat irrespirable qui plane la France. L'extrême droite intoxique tous les débats, encouragée par le gouvernement et les médias. Ainsi, ce geste anodin prévu par les footballeurs s'est transformé en « polémique » nationale. L'extrême droite hurlant qu'il s'agit d'un symbole « anti-flic » voire même « suprémaciste noir ». Si pour ces gens, dénoncer le racisme est antiflic, c'est bien qu'ils reconnaissent que la police est fondamentalement raciste. Un syndicat policier d'extrême droite est allé jusqu'à dire que protester contre les discriminations « incite aux meurtres de policiers ». Délirant. Et ces gens sont armés.

Comble du comble, cette extrême droite raciste, violente, menteuse, minoritaire a encore gagné une bataille. L'initiative a été abandonnée. Didier Deschamp a expliqué que les joueurs « voulaient rassembler plutôt que diviser ». Comme si c'était l'antiracisme qui divisait, et pas les racistes eux mêmes. Le sélectionneur ajoutait : « il y a un tel climat que ça part dans tous les sens » et que les joueurs préféraient « jouer l'apaisement et se concentrer sur le match ». Apaiser les fascistes donc. Tout la soirée d'hier, sur les réseaux sociaux, les militants d'extrême droite se sont félicités de leur « victoire », de la réussite de leur « mobilisation », à savoir publier des milliers de messages racistes sur twitter et facebook.

Pour rappel, l'hymne de Bleus pour l'Euro, composé par le rappeur noir Youssoupha avait, lui aussi, été annulé à la demande de la police et de l'extrême droite. Nous sommes bien dans un pays où un geste symbolique contre le racisme provoque plus de de condamnations que...des violences racistes.

Sinistre pays. Une action symbolique dépolitisée et assez quelconque de la part de millionnaires est déjà de trop pour l'extrême droite. Pour préserver une pseudo « unité », on obéit à des fascistes. De fait, ils imposent leurs obsessions et leur agenda. Et tout le monde cède, s'agenouille. Tout le monde a peur. Jusqu'à quand ?

(post de Nantes Révoltée)

À STEVE : DEUX ANS APRÈS, LA JUSTICE AVANCE À REÇULONS

- Le téléphone de Steve était bien allumé lors de la charge. L'IGPN a menti. Plusieurs responsables convoqués -

Dans trois jours, cela fera 2 ans que Steve est mort noyé après une charge ultra-violente de la police nantaise, le soir de la fête de la musique. **Ce soir là, le 21 juin 2019, des centaines de jeunes dansaient sur un quai de l'île de Nantes, qui se situe à plusieurs mètres au dessus de la Loire. Sans motif, les forces de l'ordre étaient intervenues au milieu de la nuit. Et avaient chargé après qu'un DJ ait diffusé le morceau « porcherie », une**

chanson contre le Front National. Ivre de violence, la police avait tiré des dizaines de grenades lacrymogènes, tabassé des personnes au sol, fracturé des os, envoyé des grenades explosives et tiré des balles en caoutchouc. Des dizaines de blessés, des centaines de traumatisés, mais surtout, 12 personnes tombées dans l'eau sombre et dangereuse de la Loire. Et un mort noyé, Steve, 24 ans.

; En octobre dernier, une « reconstitution technique » était organisée sur les lieux du drame. Le procureur avait osé déclarer : « Il est important quand un jeune homme décède en marge d'une intervention policière que toute la lumière soit faite sur les circonstances matérielles des faits ». 1 an et 3 mois après les faits, un magistrat considérait que Steve était mort « en marge » de la charge, et semait le doute sur le lien entre l'action de la police et la noyade. Encore plus grave, plusieurs sources, notamment l'enquête de l'IGPN, avaient assuré que le téléphone de Steve avait « arrêté de borborygmer » bien avant la charge. Sous entendu : il s'est noyé tout seul pendant la soirée.

; Il a donc fallu deux années entières pour que la justice reconnaisse que « les dernières analyses techniques ont démontré que le téléphone de Steve était toujours actif au moment de la charge de police ». Steve était vivant avant l'attaque, et mort après. Deux années pour reconnaître ce que tout le monde sait. Deux années pour assumer l'évidence.

; Le juge chargé de l'affaire va donc « convoquer » le commissaire qui a lancé la charge mortelle : Grégoire Chassaing. Ce commissaire était très connu pour la violence de ses interventions à Nantes, notamment contre les manifestants. Il était aussi connu pour ses engagements d'extrême droite. Le fait que les policiers qui ont chargé la fête de la musique aient hurlé « sales gauchos » aux teufeurs n'est pas un hasard. L'ancien directeur départemental de la sécurité publique, la Ville de Nantes et l'ancien préfet seront aussi convoqués. « Ces convocations pourront aboutir à une mise en examen ou un placement sous statut de témoin assisté ». Deux ans, pour une décision qui aurait du avoir lieu le lendemain même des faits. Pour rappel, depuis, Chassaing a reçu une médaille et une promotion, et le préfet a continué à réprimer la population nantaise avant d'obtenir un poste doré au ministère de l'immigration.

; Ouest-France écrit que les policiers nantais « sont extrêmement touchés par ce qui est arrivé » et que « au commissariat Waldeck-Rousseau, cette terrible affaire est une vraie blessure. » Comble de l'indignité. Juste après la noyade, une manifestation réclamant justice pour Steve était réprimée avec une brutalité extrême, et un manifestant d'une cinquantaine d'années étranglé en public jusqu'à perte de connaissance. Des policiers avaient été filmés, goguenards, répondant à une manifestante qui demandait « où est Steve » : « ba, dans la Loire ! » La « vraie blessure », c'est toute la jeunesse de Nantes qui l'a subie. Et elle est loin d'être refermée.

(post de Nantes Révoltée)

Censure sur Europe 1

C'est grave c'est très grave, c'est hyper grave...

"Si on me coupe pour une vanne de ce type, qu'est ce que je vais bien pouvoir dire la semaine prochaine ? Cette censure signifie qu'une personne dangereuse est en train de devenir intouchable, et je ne veux pas participer à ça. Si l'humoriste ne peut plus faire rire en caricaturant les travers de quelqu'un, c'est gravissime".

Il y a des coups de sang qui valent vraiment la peine :

"J'ai eu une réaction animale, je n'ai pas réfléchi : j'ai répondu tout de suite et j'ai posté la capture d'écran dans la foulée, les mains tremblantes. Après-coup, je suis triste d'avoir publié ce message personnel, envoyé par une personne très professionnelle. Mais il fallait que ça se sache."

La liste des merdias s'allonge. Elle semble suivre la même courbe que celle de l'enrichissement de nos quelques

milliardaires...

- ▶ [Crise à Europe 1 : censurée pour une blague sur Zemmour, Christine Berrou claque la porte : Â« C'est gravissime ! Â»](#) - L'humoriste a annoncé vendredi 18 juin sa démission d'Europe 1. Sa hiérarchie lui demandait de retirer une blague sur Eric Zemmour, dans une chronique prévue à l'antenne ce dimanche. Elle se confie dans un entretien... où l'on apprend qu'un journaliste aurait récemment été convoqué pour une pique sur le même Eric Zemmour.



Chronique du système policier français : racisme, falsification, teufeurs mutilés, paysans en GAV, cachot pour de la farine, censure... Les casseurs sont à l'Élysée et derrière les uniformes

FÊTE ET JOIE CONTRE TERREUR D'ÉTAT

- ▶ **Plusieurs milliers de personnes en Free Party au cœur de Nantes. La ville noyée dans les gaz deux ans après la mort de Steve -**

La scène, saisissante, résume l'absurdité de cette époque. La ville de Nantes est quadrillée d'hommes en armes, il y a un canon à eau et un hélicoptère, et au milieu de ce dispositif terrifiant, plusieurs milliers de personnes marchent, calmement, souvent vêtues de blanc, pour rendre hommage à Steve tué deux ans plus tôt. Arrivé sur l'île de Nantes, le cortège est bloqué par des gendarmes qui ricanent : la manifestation ne pourra pas aller sur le quai où a eu lieu la charge mortelle deux ans plus tôt pour déposer des fleurs. Finalement, une poignée de membres de la famille du défunt auront « l'autorisation » d'aller se recueillir, une fois le cortège dispersé. Voilà où nous en sommes dans la France de 2021. Une « marche blanche » parfaitement pacifique est bloquée par les forces qui ont causé la mort d'un jeune le soir d'une fête de la musique. Provocation fasciste.

Les autorités ont mis des moyens considérables pour tuer la fête cette année encore. Comme si, depuis la mort de Steve, la ville de Nantes était condamnée à être privée de musique le 21 juin. Comme si la jeunesse devait payer, chaque année, le crime commis par l'État. Rituel macabre. Après l'hommage empêché de la fin d'après-midi, des centaines, puis des milliers de personnes convergent vers la Place du Bouffay. Les forces de l'ordre sont partout, présentes pour faire peur. Un groupe qui porte des T-Shirts blancs « justice pour Steve » est arrêté et longuement contrôlé face à un mur. Un homme qui amène un tambourin est interpellé. Miraculeusement, peu avant 21H, un étendard apparaît : « la fête est finie », avec la trace d'une main en sang. Référence à la Free Party de Redon. Puis une sono roulante parvient à diffuser de la musique au milieu de cette toile d'araignée répressive. Premier moment de liesse. Fumigènes, sourires, danse. Un petit cortège part vers Hotel Dieu, où une ligne de gendarme tente piteusement de bloquer la foule, avant de partir en courant.

Pendant ce temps, un camion sono a réussi à se frayer un chemin jusqu'à la Place du Bouffay ! Coup de maître. Il y a désormais une foule compacte sur la place, malgré la fermeture anticipée des bars et la terreur d'État. Le camion sono fait plusieurs tours en diffusant à plein tubes de la techno pendant que l'enceinte mobile crache des classique

de rap. Un groupe d'exilé joue des percussions. Bonne ambiance, interrompue par des salves de lacrymogènes. Les silhouettes noires de la BAC se montrent. Grenades contre feux d'artifice. Le son continue, l'appel de la fête est plus fort. C'est une véritable Free Party qui a lieu au coeur de la métropole !

Nouvelle attaque policière à Bouffay. Nouveaux échanges de projectiles. Énormes détonations : les gendarmes tirent des grenades explosives GM2L dans la foule. Ces armes mortelles qui ont arraché une main, deux jours plus tôt à Redon. Enragés par l'audace de la foule, les gendarmes finissent par tirer des dizaines de lacrymogènes pour arrêter le chauffeur du camion sono. Embraqué pour n'avoir rien fait d'autre que passer de la musique le soir d'une fête de la musique.

Pendant un moment d'accalmie, tout le monde se retrouve pour danser autour d'une sono près des pelouses de Feydeau. Pour la police, cela justifie l'envoi d'une énième salve de grenades. C'est la cacophonie. Il y a des groupes qui dansent, d'autres qui résistent à la police, des feux d'artifice vers les boucliers, quelques flammes. La nuit tombe et un cortège festif part en direction du sud, en montant des barricades. Charge devant le CHU, gaz en bord de Loire, encore. Dispersion du cortège, puis reconstitution. Nouvelle charge et canon à eau à Gloriette. Entre-temps, un groupe de teufeurs venus de Redon, qui tenait simplement des banderoles à la croisée des trams, a été sévèrement brutalisé et gazé. Des centaines de munitions ont été tirées, le sol est jonché de cartouches. 11 personnes ont été arrêtées.

Vers minuit, le ballet des gyrophares continue, la sono sauvage ne résonne plus. Mais la fête n'est pas finie. Les terrasses sont bondées. Ironie, un important regroupement de jeunes s'enjaille juste en face de la Préfecture. La police n'interviendra pas. Des groupes de fêtards tiendront la rue jusque tard dans la nuit. Rien n'arrête un peuple qui danse.

(post de Nantes Révoltée)



Chronique du système policier français : racisme, falsification, teufeurs mutilés, paysans en GAV, cachot pour de la farine, censure... Danse macabre du sommet de l'Etat jusqu'aux exécutants serviles